

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2017**

DS/RT

**OBJET : N° 4.1. – RESSOURCES HUMAINES –
STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR –
VALIDATION D'UNE CONVENTION DE STAGE -**

L'an deux mille dix-sept, le sept du mois de juin à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat.
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 4.1. – RESSOURCES HUMAINES –
STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
VALIDATION D'UNE CONVENTION DE STAGE –**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

VU le code de l'éducation – art L124-18 et D124-6,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29,

VU la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU la circulaire du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne présentant pas de caractère industriel et commercial

Le président rappelle que des étudiants de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein de la collectivité pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation. A à ce titre, une convention tripartite entre l'établissement d'enseignement supérieur, le stagiaire et la collectivité doit être signée. A titre accessoire, le versement d'une gratification minimale à un stagiaire de l'enseignement supérieur est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs (ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non).

Dans le cadre de la préparation du passage en régie, le SEBA a recours à un ingénieur stagiaire pour lequel il y a lieu de régulariser la signature de la convention par le président. Le droit limite les possibilités de rétroactivité, sauf pour les questions de ressources humaines.

Par ailleurs, le président propose au bureau syndical de fixer les conditions dans lesquelles une contrepartie financière est versée aux stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis au sein de la collectivité, à savoir sous forme d'une gratification, dont le montant forfaitaire accordé en contrepartie des services effectivement rendus à la collectivité, est basé sur le montant applicable par les textes en vigueur.

Le bureau syndical est appelé à DECIDER :

- de régulariser la signature de la convention liant le SEBA et l'Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris à compter du 18 avril 2017 ;
- d'instituer le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis dans la collectivité selon les conditions prévues ci-dessus et au montant légal (circulaire ACOSS n° 2015-0000042 correspondant à 15 % du plafond de la sécurité sociale, soit 3,6 € par heure de stage à ce jour) ;
- d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL